

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
CCAP**CCAP N° 2020/DGTM-SIT-UPT/05 du 1^{er} juin 2020***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la transition écologique et solidaire

Direction générale des territoires et de la mer de Guyane

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le directeur général des territoires et de la mer

Objet de la consultationMission de maîtrise d'œuvre relative à la reconstruction du pont du Grand Laussat au
PR 203+010 sur la RN1 situé sur la commune de Mana***Remise des offres***Date et heure limites de réception: 20 août 2020 à 13h00 (heure locale de
l'adresse du RPA)

Le CCAP comporte 0 annexes

Table des matières

ARTICLE 1. CONTEXTE DU PROJET.....	4
1.1. CONTEXTE GÉNÉRAL.....	4
1.2. DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION.....	4
1.2.1. <i>Les objectifs du projet</i>	4
1.2.2. <i>L'avancement du projet</i>	5
ARTICLE 2. OBJET ET NATURE DU MARCHÉ.....	5
2.1. OBJET DU MARCHÉ.....	5
2.1.1. <i>Mission de base</i>	6
2.1.2. <i>Missions complémentaires</i>	6
2.2. NATURE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 3. ARCHITECTURE GÉNÉRALE DU MARCHÉ.....	7
3.1.1. <i>Décomposition en Tranches</i>	7
3.1.2. <i>Allotissement</i>	7
3.1.3. <i>Durée globale prévisionnelle</i>	7
ARTICLE 4. LES INTERVENANTS.....	8
4.1. LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	8
4.2. L'ASSISTANT À MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	8
4.3. L'EXPLOITANT.....	8
4.4. LE CONTRÔLE TECHNIQUE (CT).....	8
4.5. LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (CSPS).....	8
4.6. LA COMMUNE DE MANA.....	8
4.7. LES ENTREPRISES TRAVAUX.....	9
4.8. LES SERVICES DE L'ÉTAT.....	9
4.9. LES CONCESSIONNAIRES.....	9
4.10. LES AUTRES INTERVENANTS DU PROJET.....	9
4.11. LE TITULAIRE DU MARCHÉ.....	9
4.11.1. <i>Représentant du marché</i>	9
4.11.2. <i>Sous-traitance</i>	10
ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....	11
6.1. PRIX ET RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE.....	11
6.1.1. <i>Formes du prix</i>	11
6.1.2. <i>Contenu des prix</i>	11
6.1.3. <i>Variation des prix</i>	12
6.1.4. <i>TVA</i>	13
ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE.....	13
7.1. ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION.....	13
7.2. PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION.....	13
7.3. MODIFICATIONS DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION EN COURS D'EXÉCUTION.....	14
7.3.1. <i>Travaux supplémentaires du fait du Maître d'ouvrage</i>	14
7.3.2. <i>Le montant de la rémunération correspondante sera négocié</i>	14
7.3.3. <i>Travaux supplémentaires du fait du Maître d'œuvre</i>	14
7.3.4. <i>Tolérance sur le coût de réalisation des travaux</i>	14
7.3.5. <i>Comparaison entre réalité et tolérance</i>	14
7.4. INTÉGRATION DES AJUSTEMENTS — REPRISES DES PRESTATIONS.....	14
7.5. MODIFICATIONS DE PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 8. RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
8.1. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
8.2. PRÉSENTATION ET VÉRIFICATIONS DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	15

8.3. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	17
8.3.1. Cotraitants.....	17
8.3.2. Sous-traitants.....	17
8.3.3. Avances.....	17
8.3.4. Nantissement et cession de créances.....	17
ARTICLE 9. CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION DES MISSIONS.....	18
9.1. LIVRABLES.....	18
9.2. TRANSMISSION DES DOCUMENTS ET LIVRABLES.....	18
9.3. DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	18
9.4. LIVRABLES ATTENDUS EN MISSIONS DE BASE ET DÉLAIS DE REMISE AU MOA.....	19
9.4.1. Démarrage de prestation.....	19
9.4.2. AVP.....	19
9.4.3. PRO.....	19
9.4.4. ACT.....	20
9.4.5. VISA.....	21
9.4.6. DET.....	21
9.4.7. AOR et GPA.....	21
9.6. LIVRABLES ATTENDUS EN MISSIONS COMPLEMENTAIRES ET DÉLAIS DE REMISE AU MOA.....	22
9.6.1. MC1. Définition, pilotage et prise en charge des investigations complémentaires de terrains.....	22
9.6.2. MC2. Identification, recensement des réseaux et pilotage des déviations, création de branchements concessionnaires.....	22
9.6.3. MC3. Consultation des autres intervenants techniques CSPS et contrôle technique.....	23
9.6.4. Mission 4 – Mission OPC.....	23
9.6.5. MC5. Identification, pilotage et réalisation des dossiers réglementaires des procédures administratives nécessaires au projet.....	24
9.7. DÉLAIS DE RELECTURE ET DE VALIDATION DES DOCUMENTS.....	24
9.8. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.....	24
ARTICLE 10. PÉNALITÉS.....	25
10.1. PÉNALITÉS DE RETARD RELATIVES À LA REMISE DES LIVRABLES.....	25
10.2. PÉNALITÉS POUR LA QUALITÉ DES LIVRABLES.....	25
10.3. PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS.....	25
10.4. PÉNALITÉS EN CAS DE RETARD DANS LA VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES ET DU DÉCOMPTÉ FINAL.....	25
10.5. PÉNALITÉS EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MÉMOIRES EN RÉCLAMATION.....	25
10.6. PÉNALITÉS EN CAS DE NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT DU MONTANT DES TRAVAUX.....	26
ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – DROIT D'UTILISATION DES RÉSULTATS.....	26
11.1. OBLIGATIONS ET GARANTIES DU TITULAIRE.....	27
ARTICLE 12. CONFIDENTIALITÉ - COMMUNICATION.....	28
ARTICLE 13. RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	29
ARTICLE 14. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	29
14.1. RESPONSABILITÉS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	29
14.2. ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE.....	30
14.3. MONTANTS MINIMUMS DE GARANTIES.....	30
ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	31
15.1. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	31
15.2. CAS DE RÉSILIATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	31
ARTICLE 16. CONTESTATIONS – LITIGES – LOI APPLICABLE.....	31
16.1. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	31
16.2. LOI APPLICABLE.....	31
16.3. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	32

ARTICLE 1. CONTEXTE DU PROJET

1.1. Contexte général

Le réseau routier national de la Guyane est constitué d'un axe le long du littoral de près de 450 km reliant Saint-Laurent-du-Maroni à Saint-Georges-de-l'Oyapock, aux frontières respectives du Suriname et du Brésil.

Cet axe supporte un trafic variable allant de 500 à plus de 50 000 véhicules/jour sur les sections les plus chargées dans la périphérie de Cayenne. Il comporte près de 80 ouvrages d'art pour le franchissement des fleuves et des rivières, ainsi que plus de 800 ouvrages hydrauliques pour le franchissement de cours d'eau (criques et criquets).

Le réseau national est découpé en deux routes nationales: la route nationale 1 (RN1) et la route nationale 2 (RN2).

La RN1 relie, sur 250km, Cayenne à Saint-Laurent-du-Maroni, à l'extrémité Ouest de la Guyane (frontière avec le Suriname). Elle longe sur tout son itinéraire le littoral atlantique et constitue le support à la route transamazonienne.

Le pont objet du marché est situé sur la RN1 au PR 203+10 sur la commune de Mana et permet le franchissement de la crique Grand Laussat.

Plan de situation – Extrait de l'EPOA – Plan non à l'échelle

1.2. Description générale de l'opération

L'ouvrage actuel est composé d'un tablier en ossature mixte à travée unique de 15,20m de portée, reposant sur deux culées en béton armé. La charpente est constituée de quatre poutres de type HEA 650 entretoisées sur appuis et à mi-travée. Les poutres supportent une dalle de couverture constituée d'une tôle à augues remplis de béton.

Le tablier actuel est en assez bon état. Cependant, sa largeur n'est que de 5m, avec 4m de chaussée et deux trottoirs métalliques fixés en encorbellement sur la charpente. L'ouvrage est théoriquement limité à 26 tonnes mais des grumiers beaucoup plus lourds l'empruntent.

Des études de 2008 montrent que la capacité portante de la structure est suffisante mais que le platelage est un point faible.

De plus, l'ouvrage est sous-dimensionné au regard de son tirant d'air car une partie de la charpente est submergée lors des crues importantes.

Sur cette section de l'itinéraire de la RN1, le trafic routier est de l'ordre de 1 000 véh/j (données de 2008). Le trafic représentait environ 40PL/j avant 2003 et dépassait 100PL/j en 2008. Il est donc à noter un trafic PL en hausse constante. En 2015, environ 100 PL/j et 1000VL/j étaient constatés sur ce pont. Il est donc à noter un trafic PL en hausse constante.

1.2.1. Les objectifs du projet

La reconstruction du pont actuel est donc rendue nécessaire pour:

- Améliorer les conditions de sécurité du franchissement
- Augmenter sa largeur et sa capacité portante
- Augmenter le tirant d'air nécessaire à l'écoulement des crues

1.2.2. L'avancement du projet

Des études préalables de reconstruction de l'ouvrage ont été menées en 2009. Elles avaient pour but de déterminer les différentes solutions possibles pour un nouveau franchissement de la crique Grand Laussat. A l'issue de la décision du maître d'ouvrage de mars 2009, il a été retenu une reconstruction en lieu et place du pont actuel, notamment pour des raisons environnementales. Une déviation provisoire durant la phase chantier est ainsi à prévoir.

Les études de maîtrise d'œuvre devront donc également porter sur la déviation provisoire durant les travaux afin de laisser en circulation la RN1. Le pont provisoire sera un pont bailey, situé à 15m de l'ouvrage projeté vers le Nord et qui sera mis à disposition par le maître d'ouvrage. Il ne devrait pas nécessiter la mise en œuvre de culées.

Le profil en travers du nouveau pont est défini de la façon suivante (en cohérence avec le nouveau pont d'Organabo situé en continuité de l'itinéraire):

- 2 voies de 3,5m
- 2 surlargeurs de 0,30m
- 2 trottoirs de 1,2m
- Barrières BN4 de chaque côté

Le niveau d'intrados de l'ouvrage est fixé à 14,05m NGG afin de prendre en compte une marge par rapport aux Plus Hautes Eaux Connues (PHEC), niveau validé dans la note du CEREMA de juillet 2018. Ce niveau sera à valider par la DEAL Guyane dans le cadre du programme à établir par la MoeG à l'issue des études de niveau AVP.

Des études préliminaires d'Ouvrage d'Art (EPOA) ont été réalisées en juillet 2009 par le CEREMA et étudiant 3 solutions:

- Pont à poutrelles enrobées
- Pont Bipoutre mixte
- Pont à poutres en béton précontraint

A l'issue de l'EPOA, le CEREMA recommandait la mise en œuvre d'une solution en poutrelles enrobées bien qu'étant la solution économiquement la moins avantageuse. Dans la note en date de juillet 2018, le CEREMA recommande l'étude d'un pont intégral à poutres préfabriquées en T inversées encastrees (type «poutre-dalle» de Matière).

Ainsi, les études de MOeG devront porter sur l'appropriation des études déjà réalisées et l'étude a minima d'une nouvelle variante pour ce qui concerne l'ouvrage d'art.

Le dossier d'EPOA est joint en annexe à la présente consultation.

Des études de niveau avant-projet ont été réalisées par le CEREMA en juillet 2009. Ces études n'ont pas été validées par la maîtrise d'ouvrage centrale, elles serviront de base à la présente mission de maîtrise d'œuvre mais elles devront être remises en question.

Le dossier d'APS est joint en annexe à la présente consultation.

ARTICLE 2. OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission complète de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation de travaux de démolition et de reconstruction du pont de Grand Laussat (973) et raccordements au réseau routier.

La mission de maîtrise d'œuvre s'étend à l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation de cette opération. La mission porte sur:

- La déviation provisoire durant le temps des travaux, (y compris mise en œuvre du pont provisoire de type Bailey mis à disposition par la maîtrise d'ouvrage puis démontage et démolition de la déviation provisoire jusqu'à remise en état initial des terrains).
- La démolition du pont actuel (y compris dépose du tablier et évacuation de tout gravât lié à cette démolition)
- La reconstruction du pont
- Les voies de raccordement au nouveau pont (a priori aucune démolition de RN n'est à prévoir puisque le pont étant reconstruit strictement au même endroit, le tracé en plan de la RN sera inchangé, une modification de la structure de chaussée pourra toutefois être à prévoir)

Chaque mission fait l'objet d'un ordre de service. Ces ordres de service peuvent être concomitants, pour les missions complémentaires notamment.

2.1.1. Mission de base

Le présent marché est constitué des éléments de mission de base suivants :

- AVP: Etudes d'avant-projet définitif: y compris appropriation des études préliminaires d'ouvrage d'art et de l'APS réalisé par le CEREMA en 2009 et étude a minima d'une nouvelle proposition de variante pour l'ouvrage d'art
- PRO : Etudes de projet
- ACT : assistance à la passation des contrats de travaux
- DET : direction de l'exécution du ou des contrats de travaux,
- VISA : visa des études d'exécution,
- AOR/GPA : assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Toutes les missions de base sont forfaitaires hormis la mission GPA qui sera une mission à prix unitaires à bons de commande.

Chaque élément de mission fait l'objet d'un ordre de service. Ces ordres de service peuvent être concomitants, pour les missions complémentaires notamment.

2.1.2. Missions complémentaires

Le présent marché est constitué des éléments de mission complémentaire suivants:

Missions complémentaires à prix forfaitaires définitifs :

- MC 1: Définition, pilotage et prise en charge des investigations complémentaires de terrains nécessaires pour l'acquisition de données (topographie, polygonale, géotechnique, etc.)
- MC 2: Identification, recensement des réseaux et pilotage des déviations, création de branchements concessionnaires
- MC 3: Consultation des autres intervenants techniques: CSPS et contrôle technique: montage des pièces techniques des dossiers de consultation

- MC 4: Mission OPC

Mission complémentaire à prix unitaires à bons de commandes

- MC 5 : Identification, et réalisation des dossiers réglementaires des procédures administratives nécessaires au projet (étude d'impact, régime loi sur l'eau...) y compris assistance à la passation des marchés nécessaires

La mission complémentaires MC 5 fera l'objet de bons de commande et sera rémunérée sur la base de prix unitaires, objet du BPU du présent marché.

2.2. Nature du marché

Le présent marché de prestations intellectuelles de maîtrise d'œuvre est passé conformément aux articles L2124-2 et R2124-2 1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 3. ARCHITECTURE GÉNÉRALE DU MARCHÉ

3.1.1. Décomposition en Tranches

Le présent marché est décomposé en deux (2) tranches (une tranche ferme et une tranche optionnelle).

Les prestations sont réparties comme suit :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche ferme <ul style="list-style-type: none"> - Etudes d'avant-projet (AVP), - Etudes de projet (PRO), - Missions complémentaires (MC) 1, 2, 3, 4 et 5 associées à la TF
TO1	Tranche optionnelle n°1 <ul style="list-style-type: none"> - Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT), - DET : la direction de l'exécution du ou des contrats de travaux, - VISA : le visa des études d'exécution, - AOR/GPA : l'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement. - Missions complémentaires (MC) 1, 2, 3 et 4 associées à la TO1

L'affermissement de la tranche optionnelle fera l'objet d'une décision expresse du Maître d'Ouvrage, par voie d'ordre de service ou de courrier, adressé par voie postale ou courriel avec accusé de réception.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de trois (3) mois à compter de la fin du délai d'exécution de la tranche ferme.

Aucune indemnité d'attente ni de dédit ne sera versée en cas d'affermissement tardif ou de non-affermissement de la tranche optionnelle.

3.1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloté en vertu de l'article L2113-11 2° du Code de la commande publique.

3.1.3. Durée globale prévisionnelle

Le présent marché prend effet à la date de sa notification au Titulaire.

La durée globale prévisionnelle du marché est de **48 mois** à compter de sa date de notification.

Le marché de maîtrise d'œuvre prendra fin au terme de la GPA du dernier marché de travaux.

ARTICLE 4. LES INTERVENANTS

Les coordonnées de l'ensemble des intervenants seront communiquées par le Maître d'Ouvrage au titulaire à la suite de leur désignation

4.1. Le Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est le ministère de la transition écologique et solidaire - Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane. Il représente la personne publique en charge du projet. La DGTM, désignée ci-après par la dénomination «MOA» et représentée par un Chargé de projet du service Infrastructures, sera l'interlocuteur privilégié du titulaire du présent marché.

4.2. L'assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage sera assisté d'un assistant à Maître d'Ouvrage (AMO Technique) en charge d'une assistance technique pour la phase études. A ce stade, l'assistant à maîtrise d'ouvrage n'est pas encore désigné. En cas de notification d'un/des AMO, celui-ci sera un interlocuteur privilégié tout au long de la prestation du titulaire. Les livrables, plannings, documents, compte-rendu, rapports, etc. indiqués dans ce présent CCAP et à destination du Maître d'Ouvrage s'entendent également à destination de l'AMO Technique même si cela n'est pas noté pour chacun des cas. L'ensemble des livrables techniques (différents dossiers) seront à destination de l'AMO Technique.

4.3. L'exploitant

L'exploitation du réseau routier national est assurée par le District de la Direction Générale des Territoires et de la Mer - Service Infrastructures et Transports. Pour cette section de RN1, l'entretien et la maintenance du réseau sont plus directement assurés par le CEI de Saint-Laurent du Maroni pour la section routière et par la cellule Ouvrage d'Art. La maîtrise d'œuvre participera aux opérations de remise à l'exploitant et devra s'assurer de la validation des études par ces services.

4.4. Le Contrôle Technique (CT)

En application de la Loi n°78-12 du 4 janvier 1978 (J.O du 5 janvier 1978) relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et de ses textes d'application, l'opération objet du présent marché est soumise au contrôle technique. Le marché n'a pas encore été attribué.

4.5. Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs (CSPS)

Conformément à la Loi 93-1418 du 31 décembre 1993, et en fonction des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agréé.

Le marché n'a pas encore été attribué.

L'opération est classée en catégorie 3.

4.6. La commune de Mana

Le pont actuel et sa reconstruction sont situés sur la commune de Mana. Le Titulaire pourra notamment être amené à apporter des informations à la commune concernant les modalités de réalisation des travaux.

4.7. Les entreprises travaux

Il s'agit des entreprises de travaux publics au sens large qui réaliseront les travaux du projet.

4.8. Les services de l'Etat

Les services de l'État interviennent dans l'opération soit en tant que maître d'ouvrage du projet, soit en tant que services instructeurs au titre des diverses réglementations.

Ainsi, l'administration centrale du ministère de la Transition écologique et solidaire interviendra à toutes les phases d'étude du projet, ainsi que la Mission d'Audit du Réseau Routier National. Ainsi, les services de l'Etat interviendront sur :

- Les ouvrages étudiés et réalisés par le Titulaire dans le périmètre de leurs compétences;
- La prise en compte des demandes formulées lors des différentes instructions et procédures au niveau décentralisé

4.9. Les concessionnaires

Des réseaux EDF et de fibre optique sont présents sur site et nécessiteront un dévoiement avant la réalisation des travaux. Le titulaire sera en contact avec les concessionnaires.

4.10. Les autres intervenants du projet

Le Maître d'Ouvrage pourra recourir à des missions de contrôle, de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage ponctuelles, ou étendues. Dès lors que ces intervenants seront mandatés par le Maître d'Ouvrage, le titulaire prendra en compte ces interventions et collaborera avec les attributaires de ces missions, les coûts correspondant étant réputés inclus dans les prix du marché.

4.11. Le Titulaire du marché

4.11.1. Représentant du marché

Les caractéristiques du Titulaire du marché, Titulaire unique ou entrepreneurs cotraitants en groupement, sont précisées dans l'Acte d'Engagement (AE).

Dans les pièces du marché, l'entrepreneur unique ou les entrepreneurs cotraitants représentés par leur mandataire dûment habilité, Titulaire du marché, sont désignés sous le nom de « Titulaire » ou « Entrepreneur » ou « Groupement ».

Le Titulaire du marché sera représenté par un chef de projet pilotant le projet désigné conformément à l'article 3.4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (ou CCAG-PI applicable au présent marché).

En cas de groupement d'entreprises, sa forme juridique est précisée à l'Acte d'Engagement.

Le groupement est solidaire. La désignation d'un mandataire est obligatoire

En cas de défaillance de la personne désignée, le Titulaire doit en aviser sans délai le Maître d'ouvrage et lui communiquer pour accord les noms, titres et compétences de tout remplaçant proposé dans un délai fixé, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, à quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage, dans le cadre de l'exécution du marché. A ce titre, notamment, il :

- assure la direction de l'exécution du marché et sa coordination générale ;
- désigne le chef de projet dédié au projet responsable de la coordination des prestations de l'ensemble de ses cotraitants;

- s'engage à maintenir une équipe stable tout au long de la prestation ;
- représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis du Maître d'ouvrage;
- assure, sous sa responsabilité, la coordination de ses cotraitants et à ce titre est seul interlocuteur du Maître d'ouvrage;
- solidaire des autres cotraitants, il se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations et obligations prévus au marché et doit pallier toute défaillance de ses cotraitants ;
- transmet aux cotraitants avec l'ensemble des directives utiles, les ordres de services, plans, instructions et communication émanant du maître d'ouvrage;
- centralise et communique, après analyse et avis pour information, l'ensemble des documents, communications, demandes de paiement, demandes d'agrément des sous-traitants, mémoires, réserves réclamations etc., émanant de tout cotraitant et destiné au maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre et, le cas échéant, à tiers habilité à intervenir dans le cadre du projet ;
- répartit, sous sa responsabilité ; les paiements entre les cotraitants et définit le cas échéant la répartition des primes et pénalités ;
- représente chacun des cotraitants en cas de différend notamment avec le maître d'ouvrage ;
- assure la coordination technique de l'ensemble des prestations au sein du groupement et la gestion des interfaces de toute nature ;
- assure la coordination de toutes les études des cotraitants liées à l'exécution des prestations;
- centralise et coordonne les éléments de planning et calendriers d'exécution des prestations des cotraitants dans le respect des dispositions du marché ;
- participe à la coordination et à la gestion des interfaces avec tous les intervenants extérieurs au marché ;
- veille au respect des prescriptions applicables en matière de sécurité et prévention de la santé, et en matière d'environnement, par les cotraitants et intervenants. Il assure la coordination des cotraitants en matière d'hygiène et sécurité et participe à toute réunion requise à ce titre.

Le Titulaire doit informer le Maître d'ouvrage de toute modification concernant sa situation par rapport aux déclarations, attestations et certificats qu'il a dû produire avant la signature du marché.

Le Titulaire est tenu de ces obligations pendant toute la durée du marché et jusqu'au terme des garanties légales et contractuelles applicables.

4.11.2. Sous-traitance

En application des articles L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique, les soumissionnaires préciseront dans leur offre la part des prestations qu'ils comptent réaliser eux-mêmes ainsi que la part des prestations qu'ils comptent sous-traiter. Ils définiront de façon détaillée et indiqueront dans l'Acte d'Engagement la nature et le montant prévisionnel des prestations qu'ils comptent sous-traiter.

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	
1	L'acte d'engagement et ses annexes (AE): <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1: Répartition des prestations par co-traitant - Annexe 2: Moyens humains par élément de mission - Annexe 3: Répartition technique et financière des prestations entre cotraitants
2	Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes
3	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
4	Les pièces générales (textes et règlements en vigueur), notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 novembre 2009
5	Le CCTG Génie civil
6	Le Bordereau des Prix unitaires (BPU)
7	Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)

Les lois et réglementations en vigueur s'imposent dans l'exécution du marché ou pour les futures prestations concernées par le marché, tant pour leur conception que leurs conditions de réalisation (dispositions du Code du Travail et règles de sécurité applicables en matière de transports urbains notamment), sans qu'elles aient été nécessairement explicitées dans la présente liste des pièces constitutives du marché.

Une évolution de la législation ou de la réglementation n'est susceptible d'entraîner une modification des honoraires qu'en cas de modifications entraînant un bouleversement substantiel de l'équilibre économique du marché.

Ces pièces et documents généraux ne seront pas joints au marché, le Titulaire reconnaissant néanmoins expressément leur caractère contractuel.

Le Titulaire du présent marché reconnaît le caractère évolutif par définition, du référentiel Projet, qu'il soit technique, réglementaire ou autre. A ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution des textes, normes etc., en relation avec l'objet du présent marché.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

6.1. Prix et rémunération du Titulaire

6.1.1. Formes du prix

Les missions du Titulaire sont rémunérées par application des prix forfaitaires figurant à la DPGF et par une part à prix unitaire découlant du bordereau des prix unitaires. Ils sont exprimés en euros (€) hors taxes.

Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques du mois précédent le mois de la date limite de réception des offres et qui est dénommé «mois Mo».

Les prix sont révisables.

6.1.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A, et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions figurant au présent CCAP ainsi que des sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-Prestations Intellectuelles, le prix du marché est notamment réputé tenir compte :

- de l'étendue de la mission, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, afin de respecter les délais impartis et l'estimation prévisionnelle des prestations,
- de la complexité de la mission appréciée notamment au regard du caractère contraint de l'opération d'investissement concernée, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme et calendrier de la dite opération.

Par ailleurs, chaque prix notamment:

- intègre également les frais généraux, impôts, cotisations et taxes;
- est réputée assurer au Titulaires une marge pour risques et bénéfices;
- intègre tous les coûts et frais que le Titulaire est susceptible d'engager pour assurer dans ses différentes composantes, l'exécution de la (des) mission(s) conformément à l'ensemble des pièces constitutives du marché;
- Le coût de la concession des droits de propriété intellectuelle ;
- Les frais engagés par le titulaire au titre des réunions organisées par la maîtrise d'ouvrage pour faire un point sur les prestations en cours;

A la demande du Maître d'ouvrage, le Titulaire transmet au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande, la décomposition du prix du marché indiquant le contenu de chaque prix :

- les déboursés ou frais direct décomposés en dépenses de salaires et indemnités du personnel, charges salariales, dépenses de matériaux et de matière consommable, dépense de matériel,
- les frais généraux, d'une part les impôts et taxes, d'autre part exprimés en pourcentage des déboursés visé à l'alinéa précédent,
- la marge pour risque et pour bénéfice, exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

6.1.3. Variation des prix

Les prix sont révisibles, par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG PI, suivant les modalités fixées ci-après.

L'index choisi pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national suivant :

Ingénierie (ING)

Indice: index de référence ING (missions ingénierie et architecture) publié sur le site internet de l'INSEE.

La révision des prix est effectuée une fois par application des prix de la DPGF de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ INGm-6/INGo-6})$$

dans laquelle :

- P représente le prix révisé des prestations à exécuter
- P₀ représente le prix prévu dans le marché à la valeur du mois de référence
- ING_{m-6} valeur de l'indice d'ingénierie pris au mois de la réalisation des prestations moins 6 mois

- INGo-6 valeur de l'indice d'ingénierie du mois de fixation des prix prévu à l'AE moins 6 mois.

6.1.4. TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'Acte d'Engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxe et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur.

Pour information, la TVA ne s'applique pas en Guyane

ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

7.1. Etablissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R2432-2 à R2432-7 du CCP.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre:

- contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles.
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

7.2. Passage au forfait définitif de rémunération

L'évolution de la rémunération concerne les éléments de mission de base et les missions complémentaires.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage des études d'Avant-Projet Définitif (AVP) et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le coût prévisionnel définitif de l'ouvrage et le forfait de rémunération seront fixés:

- Soit par ordre de service si le montant définitif de la rémunération est identique au montant provisoire
- Soit par avenant pour les autres cas

En cas de modification du programme ou de prestations acceptée ou proposée par la Maîtrise d'ouvrage, le coût prévisionnel définitif sur lequel s'engage le Titulaire devient:

$$C_{pd} = C_{pp} + \#C_p$$

Où $\#C_p$ = le coût prévisionnel en plus ou en moins de la modification de programme ou de prestations décidée par la Maîtrise d'ouvrage ($\#C_p$ peut être positif ou négatif).

Dans ce cas précis, le forfait définitif de rémunération est alors calculé comme suit:

$$F_d = F_p \times (1 + 0,85 \times (\#C_p / C_{pp}))$$

Où #Cp= le coût prévisionnel en plus ou en moins de la modification de programme ou de prestations décidée par la Maîtrise d'ouvrage (#Cp peut être positif ou négatif).

7.3. Modifications du forfait de rémunération en cours d'exécution

7.3.1. Travaux supplémentaires du fait du Maître d'ouvrage:

Si des travaux supplémentaires sont réalisés à la demande du Maître d'ouvrage notamment par suite d'événements qui s'imposent à lui, et sans que cela résulte d'erreurs, d'imprécisions ou d'omissions du maître d'œuvre, le coût supplémentaire résultant de ces travaux supplémentaires ne sera pas pris en compte pour le calcul du coût constaté.

7.3.2. Le montant de la rémunération correspondante sera négocié.

Dans ce cas précis et afin de préparer l'avenant, le maître d'œuvre établit, dans un délai maximum de 1 mois à compter de la validation quant à l'exécution des travaux supplémentaires par la Maîtrise d'ouvrage un rapport précisant :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification,
- la ou les solutions proposées,
- les conséquences techniques de chaque solution,
- l'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation,
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation,
- l'éventuel surcoût d'études.

L'absence de présentation du rapport, dans le délai imparti, vaut renoncement du maître d'œuvre aux modifications éventuelles de sa rémunération et du coût prévisionnel.

7.3.3. Travaux supplémentaires du fait du Maître d'œuvre

Lorsque le Maître d'ouvrage demandera au maître d'œuvre certaines modifications du projet destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur notamment dans la conduite des travaux du maître d'œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans dossiers, maquettes numériques et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération. Les travaux supplémentaires que devraient alors engager le Maître d'ouvrage pour compléter son projet, ne sont pas susceptibles de modifier le coût prévisionnel définitif des travaux. Ils sont en revanche pris en compte dans le coût constaté.

7.3.4. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%:
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

7.3.5. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

7.4. Intégration des ajustements – reprises des prestations

Les prix couvrent les conséquences pour le Titulaire des ajustements des prestations limitées de projet qui ne modifient pas substantiellement le programme fonctionnel de l'opération.

Les reprises de prestations et prestations complémentaires consécutives à une intervention de toute autorité administrative ou tiers habilité intéressé à l'opération, destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur du titulaire du marché, ainsi que celles consécutives à la défaillance du Titulaire (ou préposé, ou sous-traitant), pour quelque raison que ce soit ne

sont pas des prestations supplémentaires et sont, à ce titre, supposées incluses dans le prix des prestations en question.

7.5. Modifications de prestations

Si des modifications de prestations s'avèrent nécessaires, celles-ci sont de la responsabilité du Maître d'ouvrage. Ces modifications sont notifiées au Titulaire pour exécution conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-PI : elles ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché.

Le Titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Maître d'ouvrage.

La décision du Maître d'ouvrage est notifiée au Titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai d'un mois.

Dans le cas où les prix des prestations modifiées ne figurent pas dans la DPGF remis par le Titulaire, le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire par OS des prix nouveaux provisoires qu'elle détermine sur la base de sous-détails de prix unitaires du marché ou du devis fourni par le Titulaire. Ces prix nouveaux sont appliqués à titre provisoire pour le règlement de l'exécution des prestations concernées dans l'attente de la fixation des prix définitifs entre les Parties, soit dans les conditions fixées par le CCAG-PI, soit par signature d'un bordereau complémentaire de prix définitifs.

ARTICLE 8. RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1. Modalités de règlement des comptes

Les modalités de versement des acomptes sont régies par les articles 11 et suivants du CCAG-PI.

Pour ce faire, le Titulaire fera parvenir au Maître d'ouvrage les détails des prestations exécutées dont il demande le règlement.

Les demandes de paiement sont présentées trimestriellement. Sur demande expresse du Titulaire, cette périodicité peut être ramenée à un mois.

Les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à un (1) trimestre ou un (1) mois sont réglées à l'avancement des prestations validé par le Maître d'ouvrage.

Le montant cumulé des demandes d'acomptes ne pourra excéder un plafond égal à quatre-vingts pour cent (80%) du prix des prestations concernées, la demande de règlement du solde de vingt pour cent (20%) ne pouvant intervenir qu'à l'issue de constatation de la bonne exécution des prestations.

8.2. Présentation et vérifications des demandes de paiements

Chaque demande de paiement est adressée par le Titulaire au Maître d'ouvrage et à l'assistant du maître d'ouvrage, accompagnée d'une facture (projet de décompte) pour vérification et validation. Le titulaire y joint tout le descriptif des prestations effectuées et leur montant comme justificatif.

Le Maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte et établit un état d'acompte qui est complétée éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections applicables. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par le Maître d'ouvrage ou son assistant avec un montant éventuellement modifié est notifié au titulaire dans le cadre d'un projet de décompte.

Les factures sont transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro:(dans l'état actuel de dysfonctionnement de la liaison Gemme/Chorus, les services de la Moa se chargent d'assurer cette liaison)

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles feront apparaître distinctement :

- Le numéro et adresse du Titulaire,
- le RIB ou RIP du Titulaire tel que défini dans l'acte d'engagement,
- la date, le numéro et le libellée des prestations correspondant aux postes du prix concerné,
- La date d'établissement de la facture
- le numéro du marché,
- le montant H.T de la prestation en question ajusté ou remis à jour,
- le taux et le montant de la T.V.A applicable,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC,
- le montant total des prestations livrées ou exécutées.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions légales et contractuelles.

Par dérogation à l'article 11.8.3 du CCAG-PI, il est précisé que si la demande de paiement est jugée non conforme, elle peut être retournée au Titulaire avec l'ensemble des pièces jointes pour rectification.

Cette procédure suspend le délai de paiement jusqu'à ce que le Titulaire ait procédé aux corrections.

Le règlement est effectué par le Maître d'ouvrage sur présentation par le Titulaire de la facture établie en un exemplaire et des documents associés justifiant l'exécution des missions.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire du marché ou au sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, conformément au taux en vigueur, sous réserve que les factures présentées n'aient fait l'objet d'aucune réserve par la personne publique.

Le taux des intérêts moratoires est celui de taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Les intérêts moratoires sont majorés de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue par la réglementation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Lorsque le dépassement du délai n'est imputable ni à la personne publique contractante, ni à l'un de ses prestataires ou représentant, ni au comptable en charge des règlements, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à cinq euros (5,00 €) ne sont pas mandatés.

8.3. Paiement des cotraitants et sous-traitants

8.3.1. Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire du groupement vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

En cas de groupement solidaire, les paiements seront affectés sur le compte unique désigné par le mandataire dans l'acte d'engagement.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

8.3.2. Sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire à sa demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler directement par Le Maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et des règles applicables en matière de T.V.A.

8.3.3. Avances

Selon les dispositions des articles R2191-3 à R2191-8 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire d'un marché, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement (C.3), lorsque le montant de ce dernier est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution de celui-ci est supérieur à 2 mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à **20 %** du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à **20 %**.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R2191, R2192-2 et R2191-14 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

8.3.4. Nantissement et cession de créances

Conformément aux articles R2191-45 à R2191-50 du Code de la commande publique, le Titulaire est autorisé à nantir ou céder tout ou partie, si besoin est, du présent marché.

La personne compétente pour fournir des renseignements à ce sujet est le Directeur général des territoires et de la mer de Guyane.

ARTICLE 9. CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION DES MISSIONS

Le contenu des missions et prestations confiées au Titulaire au terme du présent marché sont précisés au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations sont exécutées conformément aux normes et règles de l'art applicables.

9.1. Livrables

Au titre de ses missions, le Titulaire est responsable de la production de l'ensemble des livrables précisés et décrits dans le CCTP.

Sont génériquement dénommés «livrables» l'ensemble des documents, rapports, analyses, synthèses, relevés, plans, bases de données, etc. associés aux prestations prévues au marché.

Tous les livrables du Titulaire établis dans la cadre des prestations confiées devront être remis dans les délais et satisfaire aux exigences de qualité et de complétude décrits par les normes et dans le présent marché.

En ce qui concerne les livrables remis sur supports informatiques ou en versions électroniques, il appartiendra au Titulaire d'effectuer des tests de programmation antivirus avant remise au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que des logiciels de provenance connue et d'utilisation standard pour les prestations objets des présentes, et dans le respect des conditions légales d'utilisation. Le Titulaire s'assurera au préalable que le destinataire, ou Maître d'ouvrage pourra exploiter ces données informatisées, en particulier concernant la version des logiciels à utiliser.

Les formats des livrables en informatique et le nombre d'exemplaires papier sont précisés dans le CCTP.

Tous les comptes rendus de réunion technique et sur les procédures administratives auxquelles participeront le Moe sont à la charge du Moe, la préparation des présentations également. Les présentations sont fournies sous 10 jours ouvrés avant la réunion, les comptes rendus de réunion sont fournis sous 4 jours ouvrés après la réunion.

9.2. Transmission des documents et livrables

Sauf dispositions contraires, tous les livrables, documents, toutes pièces techniques, financières, relatifs à l'opération relevant du présent marché, dont il est prévu qu'ils soient envoyés au Maître d'ouvrage, doivent être validés et signés par le chef de projet du Titulaire désigné au marché avant d'être adressées au Maître d'ouvrage. Un document non visé sera considéré comme non transmis.

En outre les livrables sous forme de documents textes et/ou graphiques (plans, schémas, croquis) seront systématiquement remis sous forme informatisée selon les prescriptions du marché et sur système approuvé préalablement par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction et d'utilisation des documents dans le cadre de l'opération envisagée.

9.3. Documents transmis par le Maître d'ouvrage

Les données, études préalables et documents réalisés antérieurement à l'attribution du présent marché par le Maître d'ouvrage au Titulaire n'ont qu'une valeur indicative. Le Titulaire ne saurait, eu égard au caractère forfaitaire de son marché, présenter quelque réclamation que ce soit au titre d'erreurs ou d'insuffisances de ces études.

Le Titulaire vérifiera de façon plus générale tous documents ou informations transmises par le Maître de l'ouvrage tout au long du contrat. Le Titulaire ne pourra rejeter la responsabilité des conséquences d'erreurs, d'inexactitudes ou imprécisions sur le Maître d'ouvrage pour donner suite à l'utilisation de ces documents ou informations.

Il appartient en conséquence au Titulaire de se réapproprier l'ensemble de ces documents et informations et d'en vérifier la cohérence et la pertinence au démarrage de sa mission. Il lui appartient de signaler au plus tard dans le délai de quinze (15) jours calendaires au Maître d'ouvrage, toute erreur, omission ou contradiction qu'il pourrait détecter dans lesdits documents ou information, à défaut les conséquences sur ses missions d'éventuelles erreur, omission ou contradiction ultérieurement détectées seront exclusivement à sa charge.

9.4. LIVRABLES ATTENDUS EN MISSIONS DE BASE ET DÉLAIS DE REMISE AU MOA

Chaque élément de mission, à l'exception de la mission complémentaire OPC et la mission de base GPA, sera notifié par ordre de service (OS), dont le délai court à compter de la réception de l'ordre de service ou à compter de la date indiquée, le cas échéant, sur l'ordre de service.

La mission complémentaire n°4 et la mission de base GPA seront notifiées par bon de commande.

9.4.1. Démarrage de prestation

Les délais de remise des livrables à notification de la prestation sont les suivants:

Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Proposition de cadre de tableau de bord	Notification du marché	5 jours ouvrés
Analyse des risques	Notification du marché	10 jours ouvrés

9.4.2. AVP

Les délais de remise des livrables en phase AVP sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

PHASE AVP		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Etablissement du PAQ	Notification par OS de la notification du marché	10 jours ouvrés
Analyse des risques mise à jour	Notification par OS de la notification du marché	10 jours ouvrés
Planning actualisé de la mission AVP – liste des livrables du dossier AVP	Notification par OS de la notification du marché	10 jours ouvrés
Note d'analyse des études, d'hypothèses pour l'AVP et des besoins des données d'entrée	à compter de la notification de l'OS de démarrage Notification par OS de la notification du marché	10 jours ouvrés
Dossier AVP V0	Notification par OS de la notification du marché	2 mois
Dossier AVP modifié (y compris note prise en compte des remarques)	Notification des remarques à prendre en compte	15 jours ouvrés
Dossier AVP modifié après prise en compte des remarques ministérielles (y compris note prise en compte des remarques)	Notification des remarques à prendre en compte	15 jours ouvrés
Dossier AVP VF (y compris note prise en compte des remarques)	Notification des remarques à prendre en compte	15 jours ouvrés
Liste des besoins en données d'entrée pour la phase PRO	Date de remise de l'AVP VF	10 jours ouvrés

9.4.3. PRO

Les délais de remise des livrables en phase PRO sont indiqué dans le tableau ci-dessous.

PHASE PRO		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
PAQ mis à jour	Notification par OS de la phase PRO	10 jours ouvrés
Analyse des risques	Notification par OS de la phase PRO	10 jours ouvrés
Planning actualisé prévisionnel des études	Notification des remarques du MOA au titulaire du marché	10 jours ouvrés
Pré-liste des documents à fournir dans le dossier PRO	Notification par OS de la phase PRO	10 jours ouvrés
Dossier PRO V0	Notification par OS de la phase PRO	3 mois
Reprise du PRO suite aux remarques du MOA	Notification des remarques du MOA au titulaire du marché	15 jours ouvrés
Mise à jour du PAQ intégrant les essais à prévoir contrôle externe/contrôle extérieur	Date de remise du PRO VF	10 jours ouvrés

9.4.4. ACT

Le(s) DCE est/sont élaboré(s) en fonction des options prises par le Maître d'Ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées).

Les délais de remise des livrables en phase ACT sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

PHASE ACT		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Rédaction de la fiche de stratégie d'achat des marchés de travaux (FSA)	Notification par OS de la phase ACT	5 jours ouvrés
DCE version initiale et estimation par marché et par lot	Notification par OS de la phase ACT	1 mois
DCE version indicée	Notification des remarques de la maîtrise d'ouvrage	15 jours ouvrés
Réponses aux éventuelles questions posées par les candidats lors de la consultation	A réception de la question posée par un des candidat	2 jours ouvrés
Analyse des candidatures et des offres initiales, y compris rédaction du rapport d'analyse des offres (RAO) – Version 1	Réception des candidatures et des offres initiales transmises par le MOA	10 jours ouvrés
Nouveau DCE en cas de marché non attribué (renouvellement, relance...)	A notification de la décision de non attribution	5 jours ouvrés
Proposition des questions, des points à négocier avec les candidats le cas échéant	Réception des candidatures et des offres initiales transmises par le MOA	10 jours ouvrés
Organisation des réunions de négociation, le cas échéant : prise de contact avec les candidats pour prise de rendez-vous et invitation par mail	Une semaine avant la date de la réunion de négociation qui sera prévue ultérieurement.	1 jour
Présence à la réunion de négociation, le cas échéant	Dates convenues ultérieurement	
Analyse des offres négociées, le cas échéant, y compris la rédaction du RAO complété de la phase de négociation	Réception des candidatures et des offres négociées transmises par le MOA	5 jours ouvrés
Dossier marché complété en intégrant le cas échéant la ou les variantes proposées par le/les entrepreneur(s), validées par le MOA	Décision d'attribution	5 jours ouvrés

9.4.5. VISA

Les délais de remise des livrables en phase VISA sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

PHASE VISA		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
PAQ y compris circuit de diffusion des documents d'exé	Notification de démarrage de la phase VISA	10 jours ouvrés
Un état récapitulatif des documents à produire au titre des études d'exécution à la charge de chaque entreprise et soumis à son Visa	Notification du marché de travaux	Délai d'exécution des prestations correspondantes
Délivrance des visas à chaque pièce produite par l'entreprise	Réception de la pièce à viser transmis par le MOA	En fonction des documents, à définir dans le PAQ
Tableau de suivi des dates de réception et renvoi des documents d'exécution et de la délivrance des VISA	Demande de la MOA	1 jour ouvré

9.4.6. DET

Les délais de remise des livrables en phase DET sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

PHASE DET		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Direction de chantier	Notification du marché de travaux	Délai d'exécution des prestations correspondantes
Rédaction des Fiches Modificatives de Projet (FMP), le cas échéant, y compris analyse des Prix Nouveaux Provisoires (PNP)	Constat d'une modification	3 jours ouvrés
Rapport de visite	Date de visite	2 jours ouvrés
Ordre du jour de réunion chantier	Date de réunion	1 jour ouvré avant réunion
Rédaction du compte-rendu de réunion	Date de réunion	4 jours ouvrés après la réunion
Vérification des décomptes mensuels des travaux	Réception du projet de décompte du titulaire	2 jours
mise à jour du rapport d'avancement et tableau de bord	Demande du MOA	5 jours ouvrés
Tableau de bord du suivi financier	Demande du MOA	1 semaine
Vérification de l'acompte mensuel de travaux	A réception de l'acompte mensuel de travaux	2 jours
Instruction des mémoires en réclamation des entreprises	A réception des mémoires en réclamations des entreprises	2 semaines
Mise à jour du planning, le cas échéant	Constat d'un retard ou tout autre événement	3 jours
Communication au MOA du projet d'Ordre de service ou décision devant être signé par le MOA et le MOE	Demande du MOA	2 jours
Rédaction d'avenant et de son rapport de présentation	A la demande du MOA	2 semaines
Note d'agrément d'un sous-traitant	A réception d'une demande d'agrément d'un sous-traitant	1 semaine
Programme détaillé des épreuves		1,5 mois avant la date de lancement des épreuves
Note de calcul des déformations		1 mois avant la date de lancement des épreuves
Procès-verbal		15 jours après la réalisation des épreuves
Programme détaillé des essais		1,5 mois avant la date de lancement des essais
Résultat des essais (contrôle externe)		1 semaine après la réalisation des essais

9.4.7. AOR et GPA

Les délais de remise des livrables en phase AOR sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

PHASE AOR et GPA		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Programme détaillé des OPR (ou plan de management des OPR)	Notification de la phase AOR	5 jours ouvrés
Transmission au Moa du PV d'OPR	Visite OPR	5 jours ouvrés
PV de levée des réserves	Visite de levée des réserves	5 jours ouvrés
Tableau de suivi des réserves (mis à jour)	Demande Moa	1 jour ouvré
Analyse du projet de décompte définitif du titulaire	Réception du projet de décompte définitif du titulaire	2 semaines
Contrôle des Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Réception des DOE par le titulaire	2 semaines
Rapport de suivi des désordres et des dysfonctionnements	Visite durant la GPA	10 jours ouvrés
Décompte(s) général des travaux	A réception du(es) décompte(s) général(ux) des travaux	2 semaines
Visite terrain durant la GPA	A réception du bon de commande	2 semaines
Rapport de visite terrain durant la GPA	Visite terrain	5 jours ouvrés

9.5.

9.6. LIVRABLES ATTENDUS EN MISSIONS COMPLEMENTAIRES ET DÉLAIS DE REMISE AU MOA

9.6.1. MC1. Définition, pilotage et prise en charge des investigations complémentaires de terrains

Le titulaire fournira la liste – non exhaustive – de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés:

MC n°1- Définition, pilotage et prise en charge des investigations complémentaires de terrains nécessaires pour l'acquisition de données (topographie, polygonale, géotechnique, etc...)		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Programme de recueil de données pour la phase AVP	OS de notification du marché	5 jours ouvrés
Programme de recueil pour la phase PRO	Date de remise de l'AVP Vf	10 jours ouvrés
Programme de recueil pour la phase ACT	Date de remise du PRO Vf	10 jours ouvrés
Programme de recueil pour les études environnementales et dossiers réglementaires	OS de notification de la mission complémentaire 6	5 jours ouvrés
Pièces techniques de consultation pour les recueils données environnementales (par diagnostic ou étude complémentaire à réaliser) et estimation prévisionnelle détaillée	A validation du programme de recueil de données d'entrée environnement	10 jours ouvrés
Rapport de relecture du dossier de consultation données d'entrée établir par la MOa	Fourniture du dossier de consultation par la MOa	5 jours ouvrés
Rapport de visite sur site durant le recueil de données	Visite de site en fonction demande MOa	5 jours ouvrés
Rapport de vérification des livrables	Fourniture du livrable par la Moa	5 jours ouvrés
Validation du projet de Décomptes	Fourniture du projet de décompte	2 jours ouvrés

9.6.2. MC2. Identification, recensement des réseaux et pilotage des déviations, création de branchements concessionnaires

Le titulaire fournira la liste – non exhaustive – de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés:

MC n°2 - Identification, recensement des réseaux et pilotage déviations/branchements concessionnaires

Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Projet de convention concessionnaire	Os démarrage mission	2 mois
Compte rendu de réunion/visite terrain avec concessionnaire	Réunion/visite terrain avec concessionnaires	4 jours ouvrés
Le plan des réseaux existants avec transcription informatique	OS démarrage mission	2 mois
Plan de synthèse du dévoiement des réseaux et identification des interfaces avec le projet	OS démarrage mission	3 mois

9.6.3. MC3. Consultation des autres intervenants techniques CSPS et contrôle technique

Le titulaire fournira la liste – non exhaustive – de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés:

MC n2- Consultation des autres intervenants techniques : CSPS et contrôle technique		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Fiche Stratégie Achat pour chaque marché	OS de notification de la mission	10 jours ouvrés
Liste des besoins en contrôle extérieur en phase travaux	Validation du PRO Vf par la MOa	10 jours ouvrés
Dossier consultation V0	Validation de la fiche stratégie achat	15 jours ouvrés
Dossier consultation prenant en compte les remarques	Notification des remarques de la Moa	10 jours ouvrés
Réponses aux questions administratives et techniques des candidats	Transmission de la remarque	2 jours ouvrés

9.6.4. Mission 4 – Mission OPC

Le titulaire fournira la liste – non exhaustive – de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés:

MC n°3- OPC		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Organigramme fonctionnel et répertoire de tous les intervenants de chaque phase	Os de notification de démarrage de chaque phase étude (AVP, PRO)	10 jours ouvrés
Planning détaillé de la phase	Os de notification de démarrage de chaque phase étude (AVP, PRO)	
Liste de l'ensemble des documents d'exé de tous les entrepreneurs mise à jour	Notification de la liste des documents exé de chaque marché	5 jours ouvrés
Compte Réunion OPC en phase travaux	Date de réunion	4 jours ouvrés
Programme des OPR et levée des réserves	OS notification démarrage phase AOR	10 jours ouvrés
Rapport de fin de chantier précisant les responsabilités dans les retards et application de pénalités éventuelle	Date de dernière levée des réserves	15 jours ouvrés
Planning de l'opération mis à jour	OS de démarrage de chaque phase étude et ACT	10 jours ouvrés
Chronogramme général des travaux	Phase PRO	Dans le cadre du dossier PRO puis mise à jour mensuelle
Planning d'exécution par intervention et rapport d'analyse sur les retards éventuels	Phase PRO	Dans le cadre du dossier PRO puis mise à jour mensuelle

9.6.5. MC5. Identification, pilotage et réalisation des dossiers réglementaires des procédures administratives nécessaires au projet

Le titulaire fournira la liste – non exhaustive – de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés:

MC n°4 - Identification et réalisation des dossiers réglementaires des procédures administratives nécessaires au projet (Autorisation Environnementale Unique PC, archéologie préventive, etc.), y compris assistance à la passation de marchés nécessaires à la réalisation des fouilles archéologiques et pilotage technique		
Livrable	Point de départ	Délai d'exécution
Programme de recueil de données	A réception du bon de commande par le titulaire	10 jours ouvrés
Pièces techniques des besoins complémentaires (par diagnostic ou étude complémentaire à réaliser) et estimation prévisionnelle détaillée	Notification de la validation du programme de recueil de données	1 mois
Prise en compte des remarques du Moa sur les pièces techniques et estimation prévisionnelle	Notification des remarques	10 jours ouvrés
Validation du projet de Décomptes		
Dossier de concertation au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier de concertation volontaire	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Volet de mise en compatibilité des documents d'urbanisme	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Formulaire au cas par cas	Réception des données d'entrée définies dans la liste des besoins en données d'entrée	15 jours ouvrés
Etude d'impact	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier d'enquête publique	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier d'autorisation environnementale unique	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier déclaration au titre de la loi sur l'eau	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier bruit de chantier	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Dossier d'enquête parcellaire	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Volet défrichement du DAU	Réception du bon de commande	Fixé dans le bon de commande
Prise en compte des remarques	Notification des remarques du MOa	10 jours ouvrés
Rapport dossier d'études		

9.7. Délais de relecture et de validation des documents

Délais prévisionnels de relecture des documents en version v0

Eléments	Délais
AVP	1 mois
PRO	1 mois
DCE	1 mois

Délai de relecture de l'AVP qui sera soumis à validation du ministère: 2 mois

9.8. Sécurité et protection de la santé

Le Titulaire est responsable du respect des règles de sécurité et de protection de la santé des travailleurs applicables conformément à la réglementation en vigueur, et aux dispositions du code du travail en particulier. Il s'assure que ses sous-traitants respectent les obligations législatives et réglementaires correspondantes qui leur également applicables.

La nature et l'étendue des obligations incombant au Titulaire, ne sont pas modifiées en cas d'intervention, le cas échéant, d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé. Il se conforme aux avis, observations ou mesure préconisées par ledit coordonnateur. Il a l'obligation de participer aux visites d'inspections communes, visites et réunions organisées par le coordonnateur. Il lui communique directement toute information requise.

ARTICLE 10. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités applicables en cas de manquement ou retard sont fixées comme précisé ci-après.

Il est précisé que les pénalités pour manquement et/ou retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sur simple constat par le Maître d'ouvrage le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

En cas de retard dans l'exécution de tout ou partie des prestations telles que convenues au présent CCAP et au CCTP, notamment en termes de délai ou de qualité de la prestation, le Titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est constaté par jour ouvrable de retard. Ces pénalités sont libératoires vis-à-vis de l'acheteur de toute forme d'indemnisation complémentaire pour le manquement contractuel qu'elles sanctionnent.

Les pénalités fixées aux articles ci-après sont toutes cumulables et sont déduites du montant des règlements dus au Titulaire.

10.1. Pénalités de retard relatives à la remise des livrables

En cas de non-respect de la date de remise des livrables (dont le contenu doit être jugé complet et pertinent par le Maître d'ouvrage) et prévue au marché, une pénalité de retard sera infligée au Titulaire d'un montant de deux cents euros nets de taxe (200 € net de taxe) par jour calendaire de retard.

10.2. Pénalités pour la qualité des livrables

Il sera appliqué une pénalité de cent euros (100 € net de taxe) par jour ouvré de retard en cas de rendus non conformes au CCTP, dès la notification par le maître d'ouvrage de l'ordre de service de reprise des rendus non conformes jusqu'à la production par le Titulaire de rendus jugés acceptables par le maître d'ouvrage.

La mauvaise qualité des rendus est appréciée en fonction des allers-retours des livrables.

Dès le troisième retour du livrable par le Maître d'Ouvrage pour correction ou livrable incomplet, celui-ci sera considéré comme mauvais.

10.3. Pénalités pour absence aux réunions

A défaut de présence à une réunion à laquelle le Titulaire est convoqué, une pénalité de cinq cents euros nets de taxe (500 € net de taxe) est affligée au Titulaire du marché par absence constatée.

10.4. Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé au CCTP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/100ème du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

10.5. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 10 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 200 €.

10.6. Pénalités en cas de non-respect de l'engagement du montant des travaux

Si le coût des travaux est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 7.3.1, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article R 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Vérification des prestations et de réception

Le Titulaire du marché s'engage à faciliter les opérations de vérification menées par le Maître d'ouvrage. Le Titulaire est engagé par le contenu de l'ensemble des documents qu'il produit dans le cadre du présent marché.

Tous les documents remis au Maître d'ouvrage, auront été préalablement visés par le chef de projet, et ce de manière impérative. Un document non visé sera considéré comme non transmis.

Un document jugé insuffisant sera retourné au Titulaire qui le reprendra et le complètera, à ses frais, au titre de l'assurance qualité des études, avant de le représenter à la Maîtrise d'ouvrage. Les délais d'exécution des prestations ne seront pas prolongés pour autant et le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation à ce sujet.

Par dérogation à l'article 27, alinéas 1 à 4 du CCAG-PI, la décision du Maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études définitifs doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

Éléments	Délais
AVP	2 mois
PRO	1 mois
DCE	1 mois

ARTICLE 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – DROIT D'UTILISATION DES RÉSULTATS

Le présent article renvoie aux dispositions de l'article A25 du CCAG –PI qui sont applicables par les Parties. On entend par « résultats » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que définis à l'article 23 du CCAG-PI.

Les livrables seront considérés comme faisant partie des Résultats. Le présent CCAP vient préciser les droits concédés.

Le Titulaire du marché concède, conformément à l'option A du CCAG-PI (chapitre V), à titre non exclusif, au Maître d'ouvrage, les droits de reproduction, de représentation et d'utilisation des résultats objets du marché, afin de permettre au Maître d'ouvrage de les exploiter librement, sous réserve des dispositions de l'article 14.

Le Maître d'ouvrage pourra ainsi librement utiliser en tout ou partie les résultats, même partiels, des prestations pour tous les besoins liés à l'exécution du présent marché, à la réalisation des travaux du Projet.

Dans le cadre du Projet, Le Maître d'ouvrage peut en particulier librement communiquer à tous les tiers de son choix, y compris dans le cadre de toutes procédures de consultation ultérieures, tout ou partie des résultats des prestations, notamment les documents, rapports d'analyse et résultats de toute nature provenant de l'exécution du marché.

La communication des Résultats aux tiers par le Maître d'ouvrage est en tout état de cause subordonnée à la mise en place d'un accord par lequel le tiers s'engage à n'exploiter les Résultats qu'aux seules fins prévues par le présent marché et garantit la confidentialité dans les mêmes conditions par le Maître d'ouvrage.

Le présent article renvoie donc aux dispositions de l'article A 25 du CCAG-PI qui sont applicables entre les parties. Les présentes dispositions du CCAP viennent préciser les droits concédés.

11.1. Obligations et garanties du titulaire

Pendant une période d'un an à l'issue du marché, le Titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du Maître d'ouvrage, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats objets du marché.

Le Titulaire du marché doit notamment :

a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le Maître d'ouvrage, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;

b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication au Maître d'ouvrage de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats objets du marché.

Le Titulaire du marché sera seul responsable à l'égard de ses salariés, et des tiers intervenant pour son compte (auteurs, artistes interprètes, mannequins, personnes photographiées quelles qu'elles soient, la présente liste n'étant pas exhaustive), de l'exploitation paisible des droits cédés aux termes du présent marché.

Il s'engage en conséquence à conclure tout contrat nécessaire à l'exploitation paisible desdits résultats, et garantit en conséquence le Maître d'ouvrage contre tout trouble, toute revendication ou éviction de ses salariés ou tiers intervenant pour son compte susceptible d'affecter l'exploitation paisible des droits cédés aux termes du présent marché.

Le Titulaire du marché garantit au Maître d'ouvrage la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats dont les droits sont concédés aux termes du marché.

Le Titulaire du marché garantit au Maître d'ouvrage :

- qu'il est l'unique créateur des résultats objets du contrat et qu'il en a la propriété exclusive à la date de la signature du marché;
- l'originalité des créations réalisées dans le cadre du marché;
- qu'à la date de signature du présent contrat, il n'a ni fabriqué, ni fait fabriquer les résultats objets du contrat pour lui-même ou pour le compte de tiers, qu'il ne les a pas vendues à des tiers, et qu'il n'a accordé aucune licence d'usage, ni concédé d'autres droits de quelque nature qu'ils soient sur les résultats à des tiers quelconques.
- Le Titulaire s'engage à accomplir toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans les formalités du marché.
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la concession ;

Le Titulaire garantit également le Maître d'ouvrage contre tout trouble, revendication ou action quelconque qui pourrait porter atteinte à la jouissance entière, paisible et libre des droits de propriété intellectuelle concédés et notamment contre les réclamations éventuelles de tiers au titre de la contrefaçon et/ou de la concurrence déloyale et du parasitisme.

Ainsi, il indemniserait le Maître d'ouvrage, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats objets du marché aurait porté atteinte. Si le Maître d'ouvrage est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du

fait de l'exploitation des résultats objets du marché, elle en informera sans délai le Titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

Le Titulaire s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au Maître d'ouvrage toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

Il s'engage encore, à son choix, soit:

- à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
- à faire en sorte que le Maître d'ouvrage puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires,

Dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au Maître d'ouvrage les sommes payées au titre litige et à l'indemniser du préjudice subi.

La responsabilité du Titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant:

Les éléments ou réalisations antérieures que le Maître d'ouvrage a fournis au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;

Les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du Maître d'ouvrage;

Les modifications ou adaptations apportées aux résultats objets du marché, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le Maître d'ouvrage ou à sa demande expresse.

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITÉ - COMMUNICATION

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles » recouvre toutes les informations ou données de toute nature et notamment commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par une partie à l'autre ou dont une partie aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Seront notamment considérées comme des Informations Confidentielles les informations communiquées par une partie à l'autre sous forme verbale ou visuelle, par exemple lors de réunions ou de visites.

Les Parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'en suivront, les Informations Confidentielles reçues de chaque partie :

- soient traitées avec la même précaution que chacune des parties porte à la préservation de ses propres Informations Confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de la présente convention ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre partie. Conformément à l'article 1204 du code civil, chaque partie se porte fort pour tout son personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), pour ses sous-traitants ou cotraitants éventuels, du respect de cette obligation de confidentialité.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles une partie apporterait la preuve écrite :

- qu'elles étaient en sa possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne lui soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la notification du présent marché, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes du marché ;

- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, chaque partie devra informer l'autre de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer cela afin de fournir aux autres Parties la possibilité soit de contester cette divulgation ou utilisation soit d'en agréer le moment et le contenu. De même, les parties ne sont pas soumises à l'obligation de confidentialité si cette divulgation est effectuée à l'attention des conseils des Parties.

ARTICLE 13. RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Titulaire doit informer le Maître d'ouvrage de toute modification concernant sa situation par rapport aux déclarations, attestations et certificats qu'il a dû produire avant la signature du marché.

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à remettre au Maître d'ouvrage lors de la notification du présent contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents et attestations énumérés par les articles D.8222-5, D.8254-2, D.8254-4 et D.8254-5 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi en France) ou D.8222-7, D.8222-8, D.8254-3 et D.8254-4 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi à l'étranger).

De manière générale, tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire s'engage à respecter la réglementation relative à la lutte contre les différentes formes du travail illégal.

Conformément aux articles D.8222-5, D.8254-2, D.8254-4 et D.8254-5 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi en France) ou D.8222-7, D.8222-8, D.8254-3 et D.8254-4 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi à l'étranger), le Titulaire doit fournir les attestations et certificats permettant d'attester de la régularité de sa situation en matière fiscale et sociale.

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, le Maître d'ouvrage adressera au Titulaire une mise en demeure de régulariser sa situation.

Si le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'issue du délai imparti par la mise en demeure, Le Maître d'ouvrage pourra résilier le marché, dans les conditions prévues à l'article 16.

ARTICLE 14. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

14.1. Responsabilités d'ordre général

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1240 et suivants du Code civil.

Le Titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du marché. En conséquence, il est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, qu'il serait susceptible de causer, aux tiers et aux usagers du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

A ce titre, le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage et/ou son mandataire de toute condamnation de ce chef y compris la prise en charge de frais et de dépenses des procédures et instances engagées, dès lors que l'entière responsabilité du Titulaire est démontrée.

Le Titulaire est informé qu'en dépit de la fin de ses missions objets du présent marché, le Maître d'ouvrage et/ou son mandataire pourront rechercher son éventuelle responsabilité contractuelle, extra contractuelle et/ou délictuelle dans le cadre de recours amiables ou contentieux présentés par des tiers ou des usagers (en réparation de tous dommages ou préjudices causés par son intervention, ses préposés ou les biens dont il avait la propriété,

l'usage ou la garde lors de l'exécution du présent marché). La mise en cause du Titulaire pourra porter sur des recours connus ou non à la date de cessation du marché.

14.2. Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-PI, le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra apporter, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations. Cette attestation sera à transmettre également à chaque début d'année, et ce pendant la durée du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Maître d'ouvrage, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette attestation devra émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle agréés.

Elle devra comporter au minimum les indications suivantes :

- nom de l'assuré,
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- montant des franchises éventuelles,
- activités exactes garanties,
- durée et date de l'attestation.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au Titulaire si celui-ci ne produit pas les attestations et justificatifs correspondants.

Le Titulaire s'engage à notifier au Maître de l'ouvrage toutes modifications substantielles affectant son ou ses contrats d'assurances (nature et montants des garanties, changement d'assureurs, etc.) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire et en cas de non-respect de résilier le marché aux torts de ce dernier.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux articles précédents, constituent un préalable à la passation du marché.

14.3. Montants minimums de garanties

Le Titulaire déclare disposer, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels garantis) survenant pendant ou après l'exécution des prestations, et notamment de garanties couvrant les conséquences des erreurs sans désordre avant ou après réception.

Les garanties devront être accordées et apporter au minimum les montants suivants :

- dommages corporels : 300 000 € par sinistre,

- dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 50 000 € par sinistre.

En aucun cas, les montants minimums de garantie susvisés ne peuvent être interprétés ni avoir pour effet d'instaurer une quelconque limitation ou plafonnement de responsabilité au profit du Titulaire.

ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHÉ

15.1. Résiliation du marché

En sus des dispositions des articles 30 à 32 du CCAG-PI l'inexactitude des renseignements par le Titulaire, prévus aux articles R2142-4 à R2142-7, R2143-3 et R2143-16 du Code de la commande publique, peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage aux frais et risque du Titulaire. Le marché sera aussi résilié, aux torts du cocontractant de la personne publique, en cas d'inexactitude des renseignements relatifs :

- à toutes procédures de redressement ou de liquidation judiciaire si c'est le cas,
- à la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'a pas d'interdiction de concourir et qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions au code du travail,
- ainsi qu'aux documents ou attestation figurant à l'Article 15 du présent CCAP.

15.2. Cas de résiliations supplémentaires

Outre les cas prévus articles 29 à 32 du CCAG PI, le marché peut être résilié dans le(s) cas suivant(s) : Si conformément à l'article 4.10.1 du CCAP, à l'issue du délai de quinze (15) jours fixés par la mise en demeure, le Titulaire n'a pas régularisé sa situation, le Maître d'ouvrage pourra résilier, sans indemnité et à ses torts exclusifs, le marché.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et/ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

ARTICLE 16. CONTESTATIONS – LITIGES – LOI APPLICABLE

16.1. Règlement des différends et litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, qui sont régis par les dispositions de l'article 37 du CCAG-PI, s'ils n'ont pu être réglés à l'amiable, sont portés devant la juridiction administrative compétente située dans le ressort de la Cour Administrative d'Appel sise à Paris.

16.2. Loi applicable

Le présent marché est soumis à la loi française est seule applicable. Les différents documents et correspondances relatives au marché sont rédigés en langue française.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché qui n'ont pu être réglés à l'amiable, sont portés devant le Tribunal administratif de Paris.

16.3. Dérogation aux documents généraux

Les articles suivants dérogent au CCAG-PI:

ARTICLES DU CCAP DÉROGEANT AU CCAG-PI	ARTICLES DU CCAG-PI AUXQUELS IL EST DÉROGÉ
4.10.1 - Représentant du marché	3.4.3
5 - Pièces constitutives du marché	4.1
6.1.3 - Variation des prix	10.1.1
8.2 Présentation et vérification des demandes de paiements	11.8.3
10.1 - Pénalités de retard	14.1
11 - vérifications des prestations et de réception	27 al 1 à 4
16.1 Résiliation du marché	30 à 32

